

A. MATRICE D'ACTIONS TRANSSECTORIELLES

I. Questions relatives au commerce et à l'investissement				
Objectif	Recommandation	Responsable	Échéances	Indicateurs desuivi
A. Politique de commerce et institutions (Source : Revue de l'Examen de politique commerciale du Mali, 2014)				
L'objectif général de la politique du commerce du Mali est de créer un contexte propice au développement des exportations, de l'investissement et à la rationalisation des importations afin d'atteindre ses objectifs de croissance économique et de lutte contre la pauvreté.				
Améliorer la stratégie de développement du commerce de 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel lié au commerce et investissement; - Revoir les grandes orientations stratégiques de la politique du commerce - Intégrer la stratégie de développement du commerce dans la stratégie nationale de développement et réduction de la pauvreté - Développer la concertation entre le Gouvernement et le Secteur privé notamment à travers le Bureau du Modérateur et le Secrétariat Technique Permanent du CSSP, tous deux rattachés au MPISP 	MPISP M. Commerce M. Economie & Finances M. Secteur privé M. Industrie	Court et Moyen terme	Nouveau cadrage de document de stratégie de commerce de 2009 Amélioration des infrastructures de commerce
	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre des mesures agissant directement sur la production, les exportations et importations, notamment les procédures douanières, les règles d'origine, la normalisation, l'accréditation, l'évaluation de la conformité des produits et services (analyses/essais, inspection, certification), les mesures sanitaires et phytosanitaires, les subventions & incitations, l'assistance aux exportations, etc. 	M. Commerce MPISP M. Economie & Finances M. Agriculture M. Infrastructures M. Industrie AMANORM	Court terme	Taux de variation de la production, des exportations et importations du fait des mesures incitatives sur le commerce et l'investissement
Améliorer les infrastructures de production, des	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les systèmes de production primaire et secondaire par le biais des investissements directs, le commerce, notamment l'exportation 	M. Commerce MPISP	Moyen et long terme	<ul style="list-style-type: none"> - Hausse des exportations et importations - Développement des

<i>exportations et des importations</i>	<i>de produits maliens sur les marchés régionaux et internationaux,</i> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les infrastructures et des équipements, les transferts financiers vers le Mali et l'assainissement de la gestion publique - Poursuivre les négociations avec les pays de transit afin de faciliter le commerce des biens et services 	<i>M. Economie & Finances</i> <i>M. Agriculture</i> <i>M. Infrastructures</i> <i>M. Industrie</i>		<i>infrastructures liées au commerce et investissement</i>
<i>Organiser le circuit de distribution</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'organisation des acteurs en plateformes - Renforcer les capacités commerciales des acteurs - Construite des magasins de stockage - Améliorer le dispositif de veille et de suivi du marché 	<i>M. Industrie</i> <i>M. Commerce</i>	<i>Court et moyen terme</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de plateformes mises en place - Nombre d'ateliers organisés - Nombre de magasins construits - Taux moyen de couverture des produits de première nécessité
<i>Renforcer le partenariat public-privé</i>	<i>Instituer l'obligation de souscrire une assurance incendie des équipements marchands</i>	<i>M. Décentralisation</i> <i>M. Commerce</i> <i>M. Finances</i>	<i>Court et Moyen terme</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de contrats d'assurance conclus
<i>Booster l'intégration du commerce du Mali au sein de l'UEMOA et la CEDEAO</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Accélérer la mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun (TEC) - Mettre e en œuvre le Transit routier inter-Etats (TRIE) - Réviser l'article 3 du traité CEDEAO sur la « mise en place d'une union économique en Afrique de l'Ouest » à travers une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers fondée sur le TEC CEDEAO. 	<i>M. Commerce</i> <i>M. Economie & Finances</i> <i>M. Transport</i> <i>M. Infrastructures</i> <i>MPISP</i>	<i>Court et Moyen Terme</i>	<ul style="list-style-type: none"> - TEC adopté et publié par le Gouvernement dès 2015 - Adoption du TRIE unique sur les principaux corridors (Bamako - Dakar, Abidjan, Conakry) - Simplification des procédures administratives - Prélèvement effectif du communautaire de solidarité (PCS) de 1% pour alimenter les ressources propres de l'UEMOA), une redevance statistique (RS) de 1%, et le prélèvement communautaire de la CEDEAO (PCC), de 0,5% pour le Mali

B. Accords commerciaux et accès aux marchés régionaux et internationaux				
<i>Faciliter l'accès du Mali aux marchés régionaux et internationaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Ratifier les accords Sud-Sud - Ratifier les accords Nord-Sud - Promouvoir les corridors de transit et programmes d'appui transversaux au commerce - Développer les stratégies de promotion sectorielle (agriculture, Industrie, mines et services, etc.) - Libéraliser le commerce extérieur dans le cadre de l'UEMOA et adopter le Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA 	<p><i>M. Commerce</i></p> <p><i>M. Economie & Finances</i></p> <p><i>M. Affaires Etrangères</i></p> <p><i>MPISP</i></p>	<i>Court terme</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Accords Sud-Sud ratifiés - Accords Sud Nord ratifiés - Amélioration du processus de l'intégration du Mali dans le système commercial international
II. Cadre et Structures institutionnelles du commerce et de l'investissement				
Objectif	Recommandation	Responsable	Échéances	Indicateurs de suivi
A. Cadre réglementaire et institutionnel pour le commerce et l'investissement				
<i>Vision stratégique du développement</i>	<i>Renforcer l'opérationnalisation de la vision stratégique du développement</i>	<p><i>M. Economie & Finances</i></p> <p><i>M. Plan</i></p> <p><i>M. Développement</i></p>	<i>Court Moyen terme</i>	<p><i>Adoption d'un schéma d'opérationnalisation</i></p> <p><i>Publication des décisions et suivi de leur mise en œuvre</i></p>
	<i>Densifier la coordination de l'Etat avec les opérateurs représentatifs du secteur privé.</i>	<p><i>M. Economie & Finances</i></p> <p><i>M. Plan</i></p> <p><i>M. Développement</i></p>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Meilleure coordination de l'Etat et meilleure concertation avec le secteur privé</i>
	<i>L'intégration à l'économie mondiale passe par l'amélioration du cadre institutionnel de l'Etat.</i>	<p><i>M. Economie & Finances</i></p> <p><i>M. Plan</i></p> <p><i>M. Développement</i></p>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Amélioration du cadre constitutionnel et meilleure intégration de l'économie djiboutienne</i>
	<i>Evaluer les impacts du nouveau code, ses implications sur l'investissement, l'activité intérieure, le coût fiscal des incitations</i>	<p><i>M. Economie & Finances</i></p> <p><i>M. Plan</i></p> <p><i>M. Développement</i></p>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Nouveau code adopté et publié</i>

	<i>Procéder à une analyse particulière des problèmes que peut poser le régime D. Envisager une modification de ce régime en ciblant des activités particulières potentiellement en lien avec l'exportation et participant de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté.</i>	<i>M. Economie & Finances M. Plan M. Commerce</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Diagnostic réalisé et mesures adaptées prises</i>
Agence pour la Promotion des Investissements (API)	<i>- Renforcement de L'API en relation avec le développement d'une culture de résultats fondée sur un cahier des charges négocié avec l'Etat -Promouvoir un système d'auto-évaluation interne et des audits réguliers de la structure</i>	<i>M. Economie & Finances Agence API M. Commerce MPISP</i>	<i>Court terme</i>	<i>Une culture de résultats adoptée par l'API</i>
	<i>- Viser l'équilibre financier de la structure avant d'envisager de mettre en place des délégations régionales.</i>	<i>M. Economie & Finances Agence API M. Commerce MPISP</i>	<i>Court terme</i>	<i>Mises en place effective des délégations régionales</i>
	<i>- Procéder à l'évaluation des mutualisations de moyens de l'APEX et de l'API dans une période où les fonds publics sont rares</i>	<i>M. Economie & Finances Agence API M. Commerce</i>	<i>Court terme</i>	<i>Mutualisation de moyens mis en œuvre pour renflouer la caisse</i>
Agence pour la Promotion des Exportations du Mali (APEX)	<i>- Développer de stratégie pour permettre à l'APEX-Mali d'avoir les moyens des ambitions assignées par les pouvoirs publics. -Eviter d'étendre la couverture territoriale par le jeu d'éventuelles décentralisations dans les régions.</i>	<i>M. Economie & Finances Agence APEX M. Commerce</i>	<i>Court terme</i>	<i>Stratégie développée et approuvée pour atteindre les objectifs fixés à l'APEX par le Gouvernement</i>
	<i>- Promouvoir la mutualisation avec l'API et évaluer les implications d'une éventuelle fusion de l'API et l'APEX en une seule agence publique</i>	<i>M. Economie & Finances Agence APEX M. Commerce</i>	<i>Court terme</i>	<i>Fusion API et APEX en une seule agence publique</i>
	<i>- Augmenter les moyens de fonctionnement de l'APEX afin d'impulser la promotion de services financièrement recouvrables auprès des entreprises.</i>	<i>M. Economie & Finances Agence APEX M. Commerce</i>	<i>Court terme</i>	<i>Budget de fonctionnement augmenté et approuvé</i>
Principales représentations du secteur privé				

Chambre de commerce (CCIM)	<i>Elaborer un fichier consulaire et établir un annuaire des entreprises</i>	<i>M. Commerce Chambre de commerce M. Economie & Finances</i>	<i>Court terme</i>	<i>Annuaire des entreprises créé et opérationnel</i>
	<i>Procéder à la relecture des textes de la CCIM et donner davantage de poids dans la structure aux entreprises créatrices d'emplois et de valeur ajoutée.</i>	<i>M. Commerce Chambre de commerce M. Economie & Finances</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Revue des institutions et entreprises contribuant à la formation de la valeur ajoutée</i>
	<i>Donner davantage de visibilité aux activités de la Chambre</i>	<i>M. Commerce Chambre de commerce M. Economie & Finances</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Projection future sur les activités de la chambre de commerce</i>
	<i>Procéder à une évaluation coût-bénéfice des prestations de la structure. Procéder régulièrement à des audits à la fois internes et externes de la Chambre</i>	<i>M. Commerce Chambre de commerce M. Economie & Finances</i>	<i>Court terme</i>	<i>Meilleures attributions des fonds alloués aux missions</i>
Conseil National du Patronat Malien et autres représentations du secteur privé	<i>Soutenir le CNPM dans la plupart des initiatives qui font de lui la principale structure de représentation du secteur privé moderne</i>	<i>Conseil National du Patronat Malien M. Economie & Finances MPISP</i>	<i>Court terme</i>	<i>Soutien du CNPM par le secteur privé et autres partenaires</i>
	<i>Doter la BST-Mali des ressources lui permettant un large recouvrement des coûts auprès du système productif bénéficiaire.</i>	<i>Conseil National du Patronat Malien M. Economie & Finances</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Dotation large du BST pour assumer ses missions principales</i>
	<i>-Renforcer les capacités des syndicats du secteur privé (CNPM, OPI, CMC...)</i>			
Dialogue public-privé	<i>-Renforcer, au-delà du cadre formel, le dialogue permanent entre le secteur public et le secteur privé. -Ce dialogue devra satisfaire à des conditions de forme et de fond, de représentation des deux secteurs et de contenu</i>	<i>M. Economie & Finances Secteur privé M. Commerce</i>	<i>Court terme</i>	<i>Cadre institutionnel de dialogue adopté et publié</i>
	<i>Mettre en œuvre la Loi d'orientation du secteur privé adopté le 30 décembre 2011.</i>	<i>M. Economie & Finances Secteur privé M. Commerce</i>	<i>Court terme</i>	<i>Suivi des dispositifs de la loi d'orientation du secteur privé</i>

	<i>La question de la formation professionnelle et technique requiert rapidement une remise à plat</i>	<i>M. Economie & Finances Secteur privé M. Commerce</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Formation professionnelle remise à plat</i>
B. L'environnement économique et la compétitivité : le coût de facteurs				
Coût du facteur travail et les ressources humaines	<i>Promouvoir une plus grande flexibilité du marché du travail en réduisant l'effet de seuil entre les contrats de travail à durée déterminée et indéterminée</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Amorce d'une flexibilité du travail</i>
	<i>Réfléchir sur le principe d'un contrat unique générateur de droits progressifs avec la durée de contractualisation. des salariés</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Principe d'un contrat unique adopté et publié</i>
	<i>Agir sur le coût du travail en allégeant les cotisations sociales de l'employeur.</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Allègement des cotisations sociales pour les entreprises Incitations à l'embauche</i>
	<i>Fusionner des établissements publics comme l'APEJ et l'ANPE</i>	<i>M. Economie & Finances Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Fusion effective de l'APEJ et l'ANPE Synergie et économie d'échelle réalisées</i>
	<i>Mettre en place des contrats de performance avec un véritable mécanisme de suivi-évaluation permettant de juger de l'efficacité de fonctionnement de structures publiques (le FAFPA, l'APEJ et l'ANPE)</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Contrats de performance mis en œuvre à Djibouti</i>
	<i>Baisser le coût du salaire réel par l'amélioration du niveau de productivité et réformer le système éducatif. Il importe de mieux doter en ressources publiques la formation technique et professionnelle.</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Baisse du coût du salaire réel observé</i>
	<i>Impliquer davantage les représentants du secteur privé dans la définition des contenus des programmes d'enseignement au niveau de la formation technique et professionnelle</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances Secteur privé M. Education</i>	<i>Court terme</i>	<i>Secteur privé impliqué dans la définition des programmes de formation technique et professionnelle</i>
Coût et l'accès au financement	<i>Poursuivre l'amélioration générale de la qualité de l'environnement économique et institutionnel du Mali</i>	<i>M. Travail M. Economie & Finances M. Education</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Nette amélioration de l'environnement économique et institutionnel</i>

	<i>Etendre et améliorer le système d'information au financement; Améliorer la Centrale des risques formation sur les entreprises.</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Information de plus en plus disponible pour l'accès au financement</i>
	<i>Redynamiser le Centre de Conciliation et d'Arbitrage du Mali, institution instaurée en 2004 à l'initiative de la CCIM</i>	<i>M. Justice M. Travail Secteur privé M. Economie & Finances</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Centre de Conciliation créée et opérationnelle</i>
	<i>Favoriser le développement du crédit-bail avec les sous-traitants locaux potentiels des grandes entreprises, notamment celles du secteur minier.</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Développement et accès au crédit-bail</i>
Incidations et le système fiscal	<i>Accélérer la réalisation de l'objectif de réduction des exonérations dont peuvent bénéficier certaines entreprises et fiscaliser davantage le secteur informel</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Baisse des exonérations de certaines entreprises décidées et appliquées</i>
	<i>Maintenir l'effort de contrôle et d'incitation pour faire sortir les organisations productives du régime avantageux de l'impôt synthétique</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Seuil de l'impôt synthétique fixé et respecté par l'Etat</i>
	<i>Poursuivre les efforts en vue de réduire les délais légaux de remboursement de TVA</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Délais légaux de remboursement strictement respectés</i>
	<i>Poursuivre dans la voie de la simplification des procédures de déclaration et de paiement des impôts</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Baisse du temps de Gestion fiscale</i>
	<i>Diminuer le coût du travail à travers l'action sur les charges imputées à l'employeur.</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Baisse du coût du travail observé et apprécié</i>
Autres principaux coûts des facteurs	L'électricité : le principal goulet d'étranglement. <i>Faire la relance des appuis des partenaires techniques et financiers et mettre en place de nouveaux partenariats public-privé</i>	<i>M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Nouveaux partenariats public-privé créés et publiés</i>

	Télécommunications: Poursuivre la modernisation du secteur des télécommunications en permettant le plus largement possible l'accès de la population à la téléphonie mobile et à l'internet; Evaluer le coût bénéfice	M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé	Court Moyen terme	Service des télécommunications modernisé et plus accessible à la population
	Le Transport : les surcoûts de l'infrastructure, Traduire les intentions politiques du Sénégal et du Mali en programme de réhabilitation effectif du réseau ferroviaire	M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé	Court Moyen terme	Programme de réhabilitation des infrastructures de transport approuvé et mis en œuvre
	Promouvoir la professionnalisation de l'activité de transporteur en mettant en place un mécanisme efficace de réglementation des camions autorisés à circuler sur les corridors internationaux	M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé	Court Moyen terme	Meilleure professionnalisation de l'activité de transport
	Améliorer l'entretien régulier de l'infrastructure routière par une dotation appropriée du Fonds d'entretien routier	M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé	Court Moyen terme	Dotation allouée pour l'entretien de l'infrastructure routière approuvée et publiée
	Œuvrer à l'amélioration de la fluidité des marchandises le long des corridors internationaux et notamment entre Bamako et Dakar	M. Economie & Finances M. Travail Secteur privé	Court Moyen terme	Nette amélioration de fluidité des marchandises le long des corridors

III. Secteur agricole

Objectif	Recommandation	Responsable	Échéance	Indicateurs de suivi
<i>L'objectif principal est d'accompagner la stratégie de développement du secteur agricole du Mali</i>				
Améliorer la Loi d'Orientation Agricole (LOA) adoptée en 2006 et les Cadres Stratégiques pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CRCSP) 2007 – 2011 et 2012 – 2017	- Améliorer la politique de Développement Agricole (PDA) adoptée en Conseil de Ministres en août 2013 en adoptant un modèle inclusif des exportations et en attirant les grands producteurs-exportateurs;	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Court Moyen terme	- Adoption d'un modèle inclusif pour les exportations maliennes - Etudes et initiatives nouvelles visant la diversification des zones de productions - Renforcement des mesures incitatives en faveur de petits et grands producteurs

	- Mettre en œuvre le Programme National Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA) élaboré en 2008 et son Plan National d'Investissement Prioritaire dans le Secteur Agricole (PNIP-SA) élaboré en 2010	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Court Moyen terme	Programme d'investissement de 2008 et le plan d'investissement prioritaire de 2010 réalisés
	- Elaborer un document de stratégie nationale de développement des exportations agricoles cohérente avec la stratégie nationale de développement des exportations	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Immédiat	Document de stratégie de développement des exportations formulé et approuvé par le gouvernement
Améliorer l'environnement réglementaire et institutionnel	Mettre en exécution la loi portant création du Fonds National d'appui à l'Agriculture de juillet 2010 ainsi que le Décret fixant son organisation et ses modalités de gestion ;	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Immédiat	Mise en application de la loi création du fonds d'appui à l'agriculture
	Renforcer la coordination des initiatives gouvernementales en matière de développement des exportations de produits agricoles, notamment en matière de partenariat public-privé.	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Immédiat	Nombre de réunions interministérielles avec le secteur privé
	Eclaircir la réglementation sur le foncier	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Immédiat	Nouvelle législation sur le foncier
Poursuivre la réforme du secteur cotonnier , en conformité avec les plans approuvés	Respecter les engagements en termes de calendrier de privatisation de la CMDT et de réformes annexes	M. Agriculture M. Economie & Finances M. Commerce Secteur privé	Immédiat	Privatisation de la CMDT effectuée
	Poursuivre l'effort de réhabilitation des pistes rurales	M. Agriculture M. Infrastructures	Immédiat	Pistes rurales réhabilitées
	Améliorer le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement en intrants	M. Agriculture M. Commerce M. Transport	Court Moyen terme	Meilleur fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement

	<i>Elaborer et mettre en œuvre le plan de redressement financier de la CMDT</i>	<i>M. Agriculture M. Finances Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Plan de redressement financier élaboré</i>
	<i>Recentrer la CMDT autour du système coton et adopter un mécanisme de détermination du prix au producteur</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Immédiat</i>	<i>Mécanisme de détermination de prix approuvé</i>
<i>Promouvoir la filière riz pour reconquérir le marché national et l'exportation vers les marchés régionaux (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée)</i>	<i>Adopter urgemment la législation adéquate pour une définition claire du régime foncier pour les terres irriguées, et mettre en place des structures judiciaires appropriées</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Législation du régime foncier adoptée</i>
	<i>Améliorer la qualité et la traçabilité, en particulier pour le riz décortiqué, par des programmes de formation et de sensibilisation aux questions phytosanitaires</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Traçabilité du riz décortiqué approuvé et respectant les normes SPS</i>
	<i>Augmenter la surface aménagée par l'irrigation gravitaire dans la zone de l'Office du Niger, pour atteindre l'objectif de 100'000 hectares de plus en 2015</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Nette augmentation de la surface irriguée</i>
	<i>Poursuivre l'effort de réhabilitation des axes routiers à partir de la zone de l'Office du Niger</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Réhabilitation des axes routiers de la zone du Niger</i>
	<i>Négocier avec les partenaires de l'UEMOA sur l'application véritable des préférences en ce qui concerne le riz</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Application des préférences concernant le riz</i>
<i>Promotion et intégration en aval de la filière bovine</i>	<i>Réhabilitation des abattoirs de Bamako</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Abattoirs réhabilités et rénovés au standard international</i>

	<i>Mise sur pied d'une chaîne du froid crédible, en collaboration avec les acheteurs</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Chaîne de froid établie et opérationnelle</i>
	<i>Amélioration des conditions du transit du bétail sur pied (sécurité, infrastructure, services sanitaires)</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Augmentation de transit du bétail du fait de l'amélioration des conditions de transit du bétail</i>
	<i>Mise sur pied d'une procédure de certification crédible pour les acheteurs hors UEMOA (Moyen Orient et Afrique du Nord)</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Procédure de certification approuvée et mise en œuvre par le Gouvernement</i>
	<i>Mise sur pied d'un plan d'investissement dans les tanneries</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Plan d'investissement dans les tanneries approuvé et publié</i>
	<i>Promouvoir les produits en cuir à l'étranger et encouragement à la fédération des artisans et producteurs d'articles en cuir,</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Hausse de la promotion d'articles en cuir à l'étranger</i>
<i>Soutien de la production, transformation et commercialisation des produits agricoles</i>	<i>Soutenir et introduire une politique de promotion des productions, transformations et commercialisation des produits agricoles cohérente avec la stratégie nationale de développement des exportations</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Politique de soutien à la production, transformation et commercialisation adoptée et publiée</i>
<i>Améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles</i>	<i>Renforcer les capacités des agriculteurs/horticulteurs dans le domaine des BPA, des normes et mesures SPS</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Mesures visant à améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles mises en œuvre</i>
<i>Contribuer à l'amélioration de la biosécurité</i>	<i>Prendre les dispositions relatives à l'importation, à la mise sur le marché, au transit, au transport, à la dissémination d'OGM ou de produits dérivés</i>	<i>M. Agriculture M. Commerce M. Environnement</i>		

IV. Secteur de la pêche				
Objectif	Recommandation	Responsable	Échéance	Indicateurs de suivi
<i>L'objectif principal est d'améliorer le cadre réglementaire/institutionnel et les infrastructures y compris les équipements du secteur de la pêche</i>				
<i>Cadre organisationnel et institutionnel des acteurs de la pêche</i>	<i>Mieux organiser l'accès aux crédits aux professionnels de la pêche afin de promouvoir le secteur de la pêche</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Meilleure facilitation pour l'accès aux crédits</i>
	<i>Améliorer des infrastructures de commercialisation et de conservation en élaborant un cahier de charges et en établissant des contrats dûment établis</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Moyen terme</i>	<i>Infrastructures liées au commerce halieutique améliorées</i>
	<i>Promouvoir le système de caisses de crédit-épargne en formant et en sensibilisant les pêcheurs dans ce domaine</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Moyen terme</i>	<i>Mise en place effective du système de caisses de crédit-épargne</i>
	<i>Réaliser des études statistiques et socio-économiques des différents acteurs intervenant dans la filière de la pêche</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Moyen terme</i>	<i>Connaissance précise des différents acteurs de la pêche</i>
<i>Mesures de conservation des produits de pêche</i>	<i>Créer des unités de production de glace et des chambres froides au niveau des ports de pêche et points de vente importants</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Mise en œuvre de chambres froides et amélioration du circuit de froids</i>
	<i>Créer les conditions permettant l'acquisition des moyens de transport isothermes pour mieux sécuriser la qualité du poisson frais</i>			
	<i>Assurer un contrôle strict de la qualité des produits sanitaires et du poisson traité</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Création d'une structure de contrôle qualité et opérationnelle</i>
	<i>Construire des débarcadères</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Moyen terme</i>	<i>Nombre des débarcadères nouvellement construits</i>
	<i>Créer des marchés de poisson et mettre en place des infrastructures adéquates au niveau des points de vente</i>	<i>M. Pêche M. Finances Secteur Privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Meilleure structuration de marchés de poissons au Mali</i>

Améliorer le cadre réglementaire pour une meilleure prévisibilité du secteur de la pêche	Améliorer le cadre réglementaire de l'activité de la pêche dans le Delta du Niger afin de promouvoir la pêche Rechercher un consensus au différend foncier de cette région	M. Pêche M. Finances Secteur Privé	Court Moyen terme	Nouveau cadre réglementaire adopté
	Créer les conditions idoines visant la productivité à long terme des ressources halieutiques en améliorant les structures de gestion et les stratégies de développement du secteur de la pêche et l'aquaculture	M. Pêche M. Finances Secteur Privé	Court terme	Nouvelles structures créées pour le secteur de la pêche et l'aquaculture
	Améliorer les infrastructures opérationnelles en aménageant des parcelles piscicoles au même titre que les parcelles rizicoles dans les périmètres agricoles	M. Pêche M. Finances Secteur Privé	Court Moyen terme	Nouveaux aménagements des parcelles rizicoles et piscicoles
	Organiser les états généraux de la pêche au niveau local et régional afin de renforcer les capacités des agents chargés de la pêche	M. Pêche M. Finances Secteur Privé	Court Moyen terme	Nouveau organigramme créé pour les réunions des états généraux au niveau local et national

V. Facilitation des échanges & transit				
Objectif	Recommandation	Responsable	Échéance	Indicateurs de suivi
<i>L'objectif principal est de promouvoir le secteur de transport et transit (facilitation des échanges et procédures douanières)</i>				
Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire	<i>Renforcer les structures impliquées dans la facilitation du commerce extérieur</i>	M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé	Court terme	Structures de facilitation du commerce renforcées et opérationnelles
	<i>Revoir l'application de l'arrêté interministériel n° 2519/MET-MSIPC-MEF-SG du 19 décembre 2002 fixant l'implantation du nombre de postes de contrôle et de sécurité en République du Mali en vue d'abaisser le nombre de postes</i>	M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé	Court terme	Mise en application de l'arrêté interministériel N°2519/MET-MSIPC-MEF-SG du 19/12/2002

	<i>Appliquer effectivement le Règlement n°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids, et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA (ce texte n'est appliqué dans aucun pays de l'UEMOA)</i>	<i>M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Mise en application effective du règlement N°14/2005/CM/UEMOA de l'harmonisation des normes et procédures</i>
	<i>Intégrer les compétences des Bureaux Spécialisés à celles des bureaux principaux</i>	<i>M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	<i>Décentralisation effectuée pour les 7 bureaux spécialisés</i>
	<i>Renforcer le fonds d'entretien routier à travers d'autres bailleurs de fonds en plus du financement de l'Etat ;</i>	<i>M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Table ronde organisée pour collecter le fonds d'entretien routier</i>
	<i>Renforcer la sécurité des véhicules de transport des marchandises</i>	<i>M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé</i>	<i>Court terme</i>	<i>Nombre des agents de sécurités pour escorter les camions des marchandises</i>
Renforcer le secteur Industrie	<i>Supprimer l'entrepôt de Stockage à l'entrée des produits finis qui concurrencent l'industrie nationale</i> <i>Renforcer les capacités des structures d'appui à l'industrie</i>	<i>M. Industrie M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé</i>	<i>Court Moyen terme</i>	

<p>Secteur Politique macro-économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de développement des exportations.</i> - <i>Renforcer les capacités des services techniques en vue d'obtenir à temps des statistiques fiables</i> 	<p><i>M. Commerce M. Economie Direction douanes Secteur privé</i></p>	<p><i>Court Moyen terme</i></p>	<p><i>Document de stratégie de développement des exportations rédigé et approuvé par le gouvernement</i></p>
<p>Les procédures pour l'amélioration de la performance des corridors de transit à la mer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Procéder à une analyse des besoins en vue d'une extension du réseau ferroviaire</i> - <i>Réhabiliter le réseau ferroviaire (infrastructures et équipements). Cette réhabilitation requiert la finalisation rapide du processus en cours de changement du schéma institutionnel et de sa mise en œuvre engagé par les Etats du Mali et du Sénégal visant :</i> - <i>La création d'une Société de patrimoine dans chacun des deux Etats pour le financement, le renouvellement et la gestion des infrastructures ferroviaires ;</i> - <i>La mise en place d'un organe de régulation des activités d'exploitation par les opérateurs privés ;</i> - <i>La sélection d'une Société d'exploitation privée dans le cadre d'un partenariat public-privé.</i> 	<p><i>M. Transport M. Commerce M. Finances Direction douanes Secteur privé</i></p>	<p><i>Court Moyen terme</i></p>	<p><i>Réseau ferroviaire réhabilité avec création d'une société de patrimoine, d'un organe régulateur et une société d'exploitation</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Développer au sein de la DNCC des procédures automatisées et normalisées du commerce extérieur et renforcer les capacités techniques et humaines des agents; - Prendre des mesures pour la réduction des tracasseries routières ; - Faciliter les procédures liées au transit des hydrocarbures dans le cadre des grandes commissions mixtes de coopération bilatérales - assurer la participation de la DNCC aux réunions des commissions mixtes bilatérales 	<p>M. Transport</p> <p>M. Commerce</p> <p>M. Finances</p> <p>Direction douanes</p> <p>Secteur privé</p>	<p>Court Moyen terme</p>	<p>Système d'automatisation et de normalisation mis en œuvre et opération à la Direction Nationale du commerce</p> <p>Nombre des transits en hausse du fait de la facilitation des procédures</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les procédures au niveau des passages portuaires ; - Prendre des mesures incitatives en vue du renouvellement du Parc automobile du Mali ; - Vulgariser le système de suivi électronique des véhicules; 	<p>M. Transport</p> <p>M. Commerce</p> <p>M. Finances</p> <p>Direction douanes</p> <p>Secteur privé</p>	<p>Court Moyen terme</p>	<p>Nouvelles mesures incitatives pour le renouvellement du parc automobile adoptées et publiées</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à la relecture des textes relatifs aux zones franches ; - Supprimer le scanning pour les marchandises ayant fait l'objet de vérification avant expédition lorsque le scellées sont intactes; - Encourager la mise en place des opérateurs économiques agréés (mise en place des procédures simplifiées) ; - Encourager les unités à signer des conventions d'assistance avec la DNCC et la Douane pour la lutte contre la fraude 	<p>M. Justice</p> <p>M. Transport</p> <p>M. Commerce</p> <p>M. Finances</p> <p>Direction douanes</p> <p>Secteur privé</p>	<p>Court Moyen terme</p>	<p>Augmentation du nombre des opérateurs économiques agréés</p> <p>Nombre de conventions d'assistance avec la DNCC en hausse</p>

Garantir la cohérence de l'environnement juridique en matière de facilitation des échanges	- Procéder à l'inventaire des engagements bilatéraux et multilatéraux du Mali dans les domaines de la facilitation des échanges	Ministère du Commerce et administrations concernées en lien avec les CER	Court terme	Publication et accessibilité des textes juridiques et rapport sur leur application effective
Valider la catégorisation des engagements issus de l'AFE	- Revoir la catégorisation initialement réalisée pour tenir compte des évolutions intervenues et identifier les actions prioritaires à mener - Inclure dans la version finale de l'EDIC les mesures de catégories B et C afin de faciliter l'identification des besoins en assistance technique	Ministère du Commerce et douane	Court terme	Publication et notification des catégorisations validées
- Assurer une gestion optimale et concertée de la mise en œuvre de l'AFE - Créer les bases d'une appropriation de l'AFE par l'ensemble des acteurs concernés par l'association aux prises de décision et un partage des informations	- Affirmer une réelle volonté politique au travers d'un leadership visible et reconnu et la détermination d'objectifs clairs - Avaliser le projet de Décret transformant la Commission Nationale de suivi des accords de l'OMC et des relations avec la CNUCED en « Commission Nationale des Négociations Commerciales » en intégrant dans son champ d'intervention et de compétence l'application de l'AFE mais également celui de l'APE	Primature, Ministère du Commerce, des Affaires Etrangères et action interministérielle	Court terme	Désignation claire de l'autorité compétente et affirmation de son mandat Désignation claire de la structure de concertation Publication du mandat de la future « Commission Nationale des Négociations Commerciales » et suivi de ses délibérations et du respect des objectifs fixés
Rationaliser l'organisation des transports inter-Etats	Examiner et revoir les déficiences du système actuel pour le rendre efficace	Ministère du commerce, de l'intégration Régionale, des transports en lien avec les CER		Accroissement du nombre de transactions et transports soumis aux procédures prévues par les instruments Régionaux de l'UEMOA/CEDEAO

<p><i>Permettre l'émergence d'une vraie industrie des transports pour garantir un développement efficace des échanges</i></p>	<p><i>Professionaliser les acteurs du transport (intermédiaires et transporteurs) par la mise en œuvre harmonisée de règles régionales d'accès et d'exercice des professions fondée sur la compétence professionnelle, la formation et la solvabilité des entreprises</i></p> <p><i>Appliquer des transitions suffisantes pour que le secteur informel puisse s'insérer progressivement dans le secteur formel</i></p>	<p><i>Ministère des transports et CER</i></p>	<p><i>Court et Moyen terme</i></p>	<p><i>Amélioration de la performance transport, et réduction des coûts logistiques grâce à une efficacité accrue</i></p>
---	--	---	------------------------------------	--

<p><i>Rationaliser l'organisation du système de transport pour garantir une distribution du fret efficace pour favoriser l'émergence d'une industrie structurée du transport. Réduire les délais d'acheminement et les frais logistiques</i></p>	<p><i>Redonner la maîtrise du post acheminement maritime aux chargeurs et le cas échéant analyser les pratiques commerciales (incoterms) pour le permettre.</i></p> <p><i>Promouvoir auprès des instances compétentes le transport conteneurisé porte à porte en appelant à un élargissant les délais de franchise de restitution à 30 jours sans surcout et revoir les montants et modalités des cautions exigées par les compagnies maritimes.</i></p> <p><i>Revoir l'encadrement du transport pour compte propre.</i></p> <p><i>Revoir l'approche tarifaire en imposant la couverture minimale des couts de revient et d'une marge minimale et en ne permettant pas la pratique vis-à-vis des transporteurs publics de prix inférieurs à ceux comptabilisés par les chargeurs pour leurs transports en compte propre.</i></p> <p><i>Permettre l'accès directe des transporteurs au chargeur et promouvoir la possibilité de souscrire directement des contrats de partenariat à temps ou au tonnage.</i></p>	<p><i>Ministère des transports, du commerce et organisations professionnelles représentatives des secteurs concernés</i></p>	<p><i>Court et moyen terme</i></p>	<p><i>Amélioration de la rentabilité des entreprises de transport</i></p> <p><i>Meilleure fluidité des mouvements de marchandises</i></p> <p><i>Rétablissement progressif des parts de marché du transport professionnel par rapport au transport pour compte propre</i></p> <p><i>Rétablissement de l'accès direct du transporteur au chargeur et disparition du monopole de fait des Coxers</i></p> <p><i>Etablissement de contrats de transport à temps ou au tonnage</i></p>
<p><i>Renforcer les capacités des opérateurs et des agents administratifs</i></p>	<p><i>Développer des centres et des filières de formation adaptés aux divers niveaux de qualifications requis dans les professions du commerce et du transport et dans les administrations de tutelle</i></p>	<p><i>Ministères du commerce, des transports, de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale</i></p>	<p><i>Court et Moyen terme</i></p>	<p><i>Accroissement du nombre d'emploi qualifiés et accroissement du nombre d'emplois stables</i></p>

<i>Promouvoir une stratégie d'optimisation des équipements marchands</i>	<i>Promouvoir la construction de centres commerciaux et de marchés spécialisés (terminaux fruitiers, etc.)</i>	<i>M. Décentralisation M. Agriculture M. Commerce M. Urbanisme et domaines</i>		
<i>Simplifier les procédures et exigences documentaires inutiles</i>	<i>La documentation requise pour le commerce et le transport ne doit être motivée que par son utilité et non par les revenus qu'elle peut générer pour les organismes émetteurs</i>	<i>Ministères du commerce et des transports</i>	<i>Court terme</i>	<i>Réduction des couts administratifs des opérations de transport et de commerce</i>
<i>Eliminer les pratiques anormales ou illégales</i>	<i>Affirmer à tous niveaux une volonté politique forte de rationalisation et de normalisation des pratiques pour faciliter le développement d'un commerce contribuant à la lutte contre la pauvreté et la précarité</i>	<i>Primature et tous ministères concernés</i>	<i>Court et moyen terme</i>	<i>Réduction des couts des paiements indus et accélération des flux de transports grâce à l'élimination des contrôles illicites</i>
<i>Adapter le Code des Douanes et la législation du commerce extérieur aux impératifs résultant de l'AFE</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser une large concertation sur la révision du Code des Douanes afin de donner à tous les acteurs concernés une réelle appropriation de l'AFE - Intégrer le concept de l'Opérateur Economique Agréé. - Anticiper et planifier l'élimination de l'obligation d'inspection avant embarquement et le recours obligatoire aux courtiers/commissionnaires en douane pour assurer la compatibilité avec l'AFE 	<i>Primature, Ministère des Finances et douanes et ministères des transports</i>	<i>Court terme</i>	<i>Publication des projets de textes, diffusion des procès-verbaux des réunions de concertation</i>
<i>Poursuivre l'informatisation des procédures douanières et du transit en particulier</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la migration vers SYDONIA world de la CNUCED - Développer l'interconnexion des systèmes avec les pays voisins - réduire le nombre de saisies répétitives et accélérer les procédures en frontières 	<i>Ministère des finances et Douanes</i>	<i>Court terme</i>	<i>Accroissement du nombre de transactions électroniques et réduction des délais de traitement des procédures du commerce extérieur et douanières.</i>

<p><i>Favoriser la dématérialisation des procédures du commerce extérieur</i></p>	<p><i>juridiques utiles pour permettre la dématérialisation des documents et déclarations et le développement des paiements en ligne</i></p> <p><i>Permettre la transmission électronique anticipée des déclarations de transit</i></p>	<p><i>Ministères du commerce, de la justice et Douane</i></p>	<p><i>Court terme</i></p>	<p><i>Diminution du nombre de transactions basées sur des documents papiers</i></p>
<p><i>Assurer l'application du système de transit établi par la Convention TRIE de la CEDEAO</i></p>	<p><i>Vulgariser les avantages du TRIE auprès des opérateurs du commerce extérieur par le biais de séminaires, tables rondes, colloques...</i></p> <p><i>Promouvoir l'application du TRIE du port de départ au bureau de destination mais aussi pour les exportations ou les transports bilatéraux de marchandises locales.</i></p> <p><i>Revoir le montant de la contribution au fonds de garantie et mieux en répartir les recettes pour contribuer à une diminution des coûts logistiques.</i></p> <p><i>S'inspirer des pratiques de plusieurs pays dont la Cote d'Ivoire pour les généraliser à l'ensemble des pays de la région.</i></p> <p><i>Supprimer le principe des escortes chaque fois que cela est possible et les réserver aux seules situations à risque.</i></p> <p><i>Contribuer aux travaux de révision de la Convention TRIE en particulier en vue de l'informatisation de ses procédures.</i></p>	<p><i>Douanes, Ministère du Commerce et de commerce)</i></p>	<p><i>Court terme et Moyen terme)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <i>- Accroissement du nombre de transactions TRIE</i> <i>- Réduction des coûts et délais des procédures au point de départ, en frontière et à destination</i> <i>- Application harmonisée du TRIE dans tous les pays de la région</i>

<i>Simplifier les procédures de contrôle en frontières</i>	<i>Rationaliser la saisie des données en éliminant les captures répétitives</i> - systématique et le réserver aux situations à risques	<i>Douanes</i>	<i>Court terme</i>	<i>Accélération des procédures réduisant le temps de passage en frontières</i>
<i>Simplifier les procédures du commerce extérieur par la création d'un vrai guichet unique</i>	- Centraliser l'ensemble des procédures du commerce international y compris douanières au travers d'un guichet unique informatisé - Donner à la douane une position de leader pour la gestion du Futur Guichet Unique et assurer une parfaite coordination et implication de l'ensemble des administrations concernées.	<i>Ministère du commerce et douanes</i>	<i>Court et moyen terme</i>	<i>Réduction des exigences documentaires, simplification des procédures et réduction des délais et des couts des procédures</i>
<i>Renforcer les secteurs économiques impliqués dans les activités du commerce extérieur</i>	- Encourager les opérateurs économiques des secteurs du commerce extérieur, y compris les transporteurs à se structurer en entreprises - inciter les petits opérateurs à se regrouper pour mutualiser certain moyen de production et de transport pour consolider les tissus économiques	<i>Ministères du commerce et des transports,</i>	<i>Court et moyen terme</i>	<i>Réduction du nombre d'opérateurs informels et renforcement de la capitalisation des entreprises</i>
<i>Favoriser une approche régionale harmonisée</i>	- Réaffirmer au sein des CER le rôle essentiel de l'UEMOA et de la CEDEAO pour garantir une approche uniforme et intégrée de l'application de l'AFE - Moderniser les instruments juridiques communautaires pour faciliter leur application dans l'ensemble des parties contractantes Garantir l'application des Conventions de la CEDEAO (TIE et TRIE)	<i>Chef de l'Etat Primature Ministères du Commerce, de l'intégration régionale</i>	<i>Court terme</i>	<i>Publication des décisions et suivi de leur mise en œuvre</i>

B. MATRICE D' ACTIONS DES PRIORITÉS SECTORIELLES

CONTRAINTES	RECOMMANDATIONS	INDICATEURS DE SUIVI	ENTITES RESPONSABLES	Niveau de priorité 1=Immédiat
	Consolider les principales filières d'exportation/substituts imports en mettant l'accent sur le commerce intra régional			
Environnement économique	<ul style="list-style-type: none"> • Coton ✓ Mettre l'accent sur la principale composante du revenu des producteurs, à savoir le rendement agricole, et sur la qualité de la fibre. ✓ Mettre en place des mesures techniques permettant de réduire le coût de revient du fil afin d'accroître les ventes des filatures locales 	<ul style="list-style-type: none"> • % évolution du rendement • % évolution du 1^{er} choix • % augmentation des ventes des filatures locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères en charge de l'Agriculture ; de l'Industrie ; du Commerce ; de la promotion des Investissements ; CMDT ; OHVN ; IER ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 • 3
	<ul style="list-style-type: none"> • Bétail ✓ Accroître la valeur ajoutée des exportations en améliorant la qualité du bétail à travers la facilitation de l'activité des éleveurs, le développement de méthodes d'embouche durable, l'amélioration de la santé animale, la certification vétérinaire internationale et la traçabilité des animaux exportés. ✓ Améliorer la sécurisation des expéditions à travers la protection des parcours pastoraux. ✓ Renforcer le convoyage par camion en développant un parc automobile adapté au transport de bétail, en évitant les retours à vide, et en réduisant les tracasseries routières et les lourdeurs administratives et douanières sur les axes du corridor central 	<ul style="list-style-type: none"> • % évolution de la valeur ajoutée à l'export • Nombre d'obstacles non tarifaires levés afin de sécuriser les parcours pastoraux • % de réduction du nombre de points de contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'élevage ; du Commerce ; des Industries ; de la promotion des Investissements ; API ; APEX ; UMOCI ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 • 1 • 1
Environnement économique	<ul style="list-style-type: none"> • Lait ✓ Développer les capacités des centres de collecte, de transformation et de conservation des mini-laiteries, développer le réseau de distribution. ✓ Renforcer l'organisation des producteurs en coopératives laitières afin d'accroître le pouvoir de négociation des prix avec les laiteries industrielles ✓ Promouvoir auprès de la CEDEAO la recatégorisation du lait en poudre dans la bande tarifaire à 35% du TEC 	<ul style="list-style-type: none"> • % de croissance du traitement des produits laitiers par les mini-laiteries • 1 requête soumise par les autorités pour la reconnaissance du lait comme produit sensible 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'élevage ; du Commerce ; des Industries ; de la promotion des Investissements ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2 • 2
	<ul style="list-style-type: none"> • Riz ✓ Accroître la quantité et la qualité du riz local pour répondre à la 	<ul style="list-style-type: none"> • % d'accroissement des quantités de riz local de 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Agriculture ; du 	<ul style="list-style-type: none"> • 1

CONTRAINTES	RECOMMANDATIONS	INDICATEURS DE SUIVI	ENTITES RESPONSABLES	Niveau de priorité 1=Immédiat
	<p>demande croissante des centres urbains en poursuivant les actions en cours dans la production, la transformation, et la commercialisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Améliorer la performance des circuits de commercialisation et améliorer le ciblage des opérations d'urgence pour les plus vulnérables. 	<p>qualité supérieure commercialisées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Corrélation entre prix producteur et prix sur marché de détail 	<p>Commerce ; de l'Industrie ; IER ; Office du Niger ; Office Riz Ségou ; Office Riz Mopti ; Représentants des acteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1
	<ul style="list-style-type: none"> • Sucre ✓ Poursuivre les actions visant à développer les unités industrielles de sucre en attirant les investisseurs étrangers après avoir traité la question foncière. ✓ Renforcer la cohérence de la stratégie de développement du secteur sucrier avec les stratégies nationales en matière de santé publique de lutte contre le diabète. ✓ Renforcer la connaissance des marchés permettant d'évaluer les débouchés du sucre malien sur le marché sous régional 	<ul style="list-style-type: none"> • % évolution de la quantité de sucre produit localement • 1 session de mise en cohérence organisée • 1 étude réalisée sur les opportunités du marché sous régional 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Agriculture ; du Commerce ; de l'Industrie ; de la Promotion des Investissements ; SUKALA – SA ; N-SUKALA 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 • 2 • 2
Poursuivre la diversification des produits exportés tout en ciblant d'avantage sur les produits à fort potentiel				
Environnement économique	<ul style="list-style-type: none"> • Viande ✓ Poursuivre les actions visant <ul style="list-style-type: none"> ○ à accroître les abatages contrôlés et l'inspection post mortem des viandes aux abattoirs, ○ à valoriser d'avantage la viande à travers le développement des techniques de découpe moderne et une meilleure maîtrise de la chaîne logistique de froid, ○ à développer la contractualisation entre les acteurs. ✓ Renforcer l'analyse prospective sur l'émergence d'une classe moyenne à court moyen terme au niveau national et dans les pays côtiers pouvant disposer d'un pouvoir d'achat suffisant pour répondre à une offre de viande de qualité ✓ Saisir l'opportunité du passage d'un droit de douane de 20% à 35% sur les importations extra régionales de viande et abats congelés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'abattoirs modernes fonctionnels • Nombre de sociétés d'exportation de viande créées et fonctionnelles • Production d'analyses prospectives 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Elevage ; des Finances ; de la Santé ; du Commerce ; ANSSA ; PCDA 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 • 1 • 3
	<ul style="list-style-type: none"> • Cuir et peaux ✓ Consolider l'accroissement des exportations en wetblue à travers des mesures incitatives et un climat des affaires propice aux investissements étrangers. ✓ Encourager la valorisation des sous-produits de l'élevage tels que les cuirs et peaux à travers des stades de transformation supérieurs au « Wet Blue » et l'amélioration de la qualité du cuir finis. ✓ Développer l'abattage contrôlé 	<ul style="list-style-type: none"> • croissance des exportations de « Wet Blue » par an • 1 table ronde des investisseurs organisée 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Elevage ; du Commerce ; NTM – SA ; IMAT ; WAT 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2 • 2

CONTRAINTES	RECOMMANDATIONS	INDICATEURS DE SUIVI	ENTITES RESPONSABLES	Niveau de priorité 1=Immédiat
Environnement économique	<ul style="list-style-type: none"> • Mangue ✓ Pépiniéristes : Développer la certification des plants et les aire de vente. ✓ Producteurs : Mettre en place un fond de garantie ; Renforcer les techniques de traitement des vergers, les connaissances sur les maladies et la reconversion des vergers. ✓ Pisteurs : Facilitation de l'accès aux camions adaptés pour le transport de la mangue. ✓ Exportateurs : améliorer les techniques de conditionnement, négocier les accords commerciaux avec les transitaires, et réduire les tracasseries routières. ✓ Transformateurs : Certifier les unités de transformation, diligenter l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché, améliorer le conditionnement (central d'achat d'emballage). 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pépiniéristes certifiés • % d'augmentation de la superficie des vergers traités • % de croissance des exportations de mangue fraîche • Nombre d'unités de transformation enregistrées AMM • 1 centrale d'achat opérationnelle pour les emballages 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères en charge de l'Agriculture ; du Commerce ; des Industries ; APCAM ; APEX ; API ; UMOCI ; PCDA ; IFM 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2 • 2 • 2 • 2
	<ul style="list-style-type: none"> • Echalote / Oignon ✓ Redynamiser le système de multiplication et diffuser les variétés performantes sélectionnées par l'IER. ✓ Poursuivre les actions visant à favoriser la centralisation de l'offre et les stratégies de mise en marché différée à travers des infrastructures de centralisation et de stockage d'échalote à usage collectif. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de variétés sélectionnées diffusées • % d'augmentation des exportations d'échalote 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères en charge de l'Agriculture ; du Commerce ; APCAM ; IER ; Office du Niger ; PCDA ; PAFA 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 • 3
	<ul style="list-style-type: none"> • Noix de cajou ✓ Renforcer la collecte de données sur la filière et sur le marché permettant la prise de décision. ✓ Renforcer la structuration des OP. ✓ Améliorer les pratiques de récolte/post récolte notamment les techniques de grainage et la transformation de la noix brute permettant d'améliorer la qualité du produit et obtenir la certification pour l'export à l'international. 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 système de diffusion des informations commerciales opérationnel • 1 interprofession fonctionnelle • Nombre de sessions pour la diffusion des bonnes pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Agriculture ; du Commerce ; CTARS ; APCAM ; API ; APEX ; UMOCI ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2 • 2
	<ul style="list-style-type: none"> • Gomme arabique ✓ Promouvoir la structuration de la filière et la création d'une interprofession. ✓ Améliorer la qualité de la gomme exportée en favorisant sa catégorisation. ✓ Développer les infrastructures de commercialisation et améliorer voies d'accès aux zones gommifères. ✓ Facilite le dialogue entre les institutions de financement et les 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 interprofession fonctionnelle • 1 cahier des charges adopté et diffusé • 1 mécanisme de financement en place 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Agriculture ; APCAM ; APEX ; UMOCI ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2 • 2 • 2

CONTRAINTES	RECOMMANDATIONS	INDICATEURS DE SUIVI	ENTITES RESPONSABLES	Niveau de priorité 1=Immédiat
	acteurs de la filière.			
	<ul style="list-style-type: none"> • Karité ✓ Renforcer la structuration de la filière afin de faciliter l'accès l'information commerciale. ✓ Améliorer la mise en marché du beurre et des amandes à travers des infrastructures de conditionnement, de conservation et de transport, et la facilitation d'accès au financement. ✓ Promouvoir les achats groupés d'emballage et la coordination dans la certification des vergers afin de générer des économies d'échelles. 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 système d'information fonctionnel • Nombre de magasins de groupage à usage collectif fonctionnel créés 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Agriculture ; de l'environnement ; APEX ; UMOCI ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 • 3 • 3
	<ul style="list-style-type: none"> • Sésame ✓ Accroître la disponibilité de semences sélectionnées. ✓ Appuyer la mise en œuvre des bonnes pratiques de production, de récolte, de battage et de conditionnement afin de respecter les exigences des cahiers de charge. ✓ Renforcer la structuration des acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • % de production issue des semences sélectionnées • Nombre de formation sur bonnes pratiques • 1 interprofession fonctionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge de l'Agriculture ; OHVN ; IFDC ; Représentants des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2 • 2
CONTRAINTES	RECOMMANDATIONS	INDICATEURS DE SUIVI	ENTITES RESPONSABLES	Niveau de priorité 1=Immédiat
	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes d'Informations sur les Marchés ✓ Renforcer la cohérence entre les données publiées par le Ministère de l'élevage, les douanes, et les services vétérinaires. ✓ Améliorer la qualité des données publiées sur les exportations intra régionales en intégrant les informations collectées par les dispositifs régionaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapprochement des données publiées par les différentes structures • Rapprochement des données nationales d'exportation avec celle du CILSS 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères en charge de l'élevage, du commerce, des finances ; Représentant des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 • 1
Environnement réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> • Foncier ✓ Veillez à l'application du Schéma d'Aménagement Pastoral (SAP) notamment à travers le renforcement des capacités des élus locaux. ✓ Mettre en place une base de données SAP exploitable par tous les acteurs gérée par la commission communale SAP avec l'appui des services techniques et la participation effective des pasteurs ✓ Promouvoir des schémas et des plans d'aménagement communaux dans le cadre d'une vision régionale avec la mise en place des conventions locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de sessions de formation des élus sur le SAP • 1 base de données mise en ligne • Processus d'adoption du nouveau code foncier finalisé 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge du foncier rural, de l'élevage, de l'Agriculture, de la Décentralisation ; Office du Niger 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 • 1

CONTRAINTES	RECOMMANDATIONS	INDICATEURS DE SUIVI	ENTITES RESPONSABLES	Niveau de priorité 1=Immédiat
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Clarifier le mode attribution des droits de propriété sur le foncier dans la zone de l'Office du Niger. 			
	<ul style="list-style-type: none"> • Tracasseries routières et lourdeurs administratives ✓ Réduire le nombre et le temps de contrôle(s) aux frontières et le long des principaux corridors commerciaux de produits agricoles et animaux. ✓ Réduire les prélèvements illicites aux frontières et le long des principaux corridors commerciaux de produits agricoles et animaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • % de diminution du nombre de points de contrôle • % de diminution des prélèvements illicites 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère en charge du Commerce, des Finances, des transports, de l'Administration Territorial ; CEDEAO / UEMOA 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 • 2
	<ul style="list-style-type: none"> • Tarifs Douaniers ✓ Assurer l'application du TEC CEDEAO au niveau national à partir du 1er janvier 2015, en particulier sur les produits agricoles et animaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les dispositions du TEC appliquées sur les produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des Finances, du Commerce, de l'Agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> • 3